

***TUNIS, Tunisie, September 19 (Infosplusgabon) - Quatre organisations de la société civile tunisienne (l'association tunisienne pour l'intégrité et la démocratie des élections, l'association tunisienne de gouvernance locale, Al-Bawsala et l'Association "Kolna Toune") ont dénoncé, dans une déclaration commune publiée mardi, le report des élections municipales en Tunisie.***

Le report de ces élections "est un recul dans le processus de la transition démocratique", ont notamment fustigé ces organisations de la société civile tunisienne.

A la suite d'une réunion tenue lundi avec les partis politiques et des représentants de la Présidence de la République, du Gouvernement et du Pouvoir judiciaire, le président par intérim de l'Instance supérieure indépendante pour les élections (ISIE), Anouar Ben Hassan, a annoncé officiellement le report des élections municipales initialement prévues le 17 décembre 2017 au 25 mars 2018, rappelle-t-on.

Il a justifié le report par des "difficultés organisationnelles", sans préciser lesquelles.

"Ce report constitue un pas en arrière par rapport au processus de transition démocratique. Il renforcera la situation désastreuse des municipalités que les délégations spéciales (des conseils municipaux provisoires créés au lendemain de la révolution de 2011) n'arrivent plus à

gérer", ont déploré les organisations qui ont toutefois insisté sur la nécessité de l'indépendance de l'ISIE.

Les quatre organisations ont également insisté sur la nécessité "absolue" d'adopter le projet du Code des collectivités locales (loi devant organiser le pouvoir local sous forme de, respectivement, communes, régions et districts) avant la fin de 2017.

Le projet du Code des collectivités locales que le Parlement devait adopter, en plénière, début septembre est toujours en discussion au niveau des commissions parlementaires, rappelle-t-on.

Elles ont appelé toutes les parties concernées ou prenantes par les opérations électorales à respecter le calendrier électoral proposé par l'ISIE, "la seule instance habilitée à établir le calendrier électoral et à le mettre en œuvre en toute indépendance d'éventuelles pressions politiques", ont-ils souligné dans leur déclaration.

Plus de 7.000 candidats devraient briguer, dans le cadre de ces élections municipales, les sièges dans 350 conseils municipaux et 24 conseils régionaux, à travers le pays, signale-t-on.

FIN/INFOSPLUSGABON/IKJ/GABON 2017

© Copyright Infosplusgabon